

Pierre Jacquet, économiste à l'Agence française pour le développement : ' L'aide à l'Afrique doit éviter la naïveté et le cynisme désabusé

On assiste à une grande mobilisation d'artistes et d'hommes politiques en faveur de l'Afrique. Est-ce purement médiatique ? Au-delà des aspects en effet médiatiques, cette mobilisation correspond à un phénomène profond, qui accompagne la mondialisation, et qui peut s'interpréter comme l'émergence très progressive d'un sentiment de citoyenneté mondiale. A la solidarité avec les plus pauvres s'ajoute une intolérance croissante vis-à-vis de l'inégalité et la perception d'un devoir impérieux de donner aux plus délaissés les chances de s'en sortir.

Cette mobilisation est nécessaire et utile, dans la mesure où elle replace un continent largement marginalisé au coeur des préoccupations. Il faut veiller à ce qu'elle ne s'arrête pas à quelques mesures ponctuelles très visibles liées à la dette mais qu'elle débouche sur la mise en place d'une architecture de l'aide publique au développement qui en assure à la fois l'augmentation, la pérennité et le caractère prévisible.

L'aide a été inefficace dans les années passées, viennent de dire deux économistes du Fonds monétaire international dans un rapport. Partagez-vous ce diagnostic ? Non. Les donateurs ont certes fait des erreurs en matière d'aide publique au développement dans le passé, soit par naïveté, soit par complaisance vis-à-vis de gouvernements corrompus, soit encore par ambition excessive. Mais les politiques publiques, y compris dans nos pays développés, n'ont pas non plus été exemptes d'erreurs majeures et on devrait leur appliquer la même exigence de performance que celle que l'on attend de l'aide ! Si elle n'a pas, seule, permis d'enclencher une dynamique durable de croissance forte, l'aide n'en a pas moins permis d'améliorer les conditions de vie de très nombreux pauvres. Jusqu'à l'explosion de la grave pandémie du sida, on pouvait aussi observer que les indicateurs de développement humain en Afrique s'étaient sensiblement améliorés. De plus, depuis maintenant près de dix ans, la croissance des petits pays d'Afrique subsaharienne atteint en moyenne 4,6 %, ce qui est certes insuffisant, mais représente une performance honorable.

Les Etats-Unis voudraient qu'on fasse des dons aux pays pauvres et non plus des prêts qu'ils n'arrivent pas à rembourser. Qu'en pensez vous ? Ce débat est beaucoup trop général pour être pertinent. Clairement, personne ne souhaite se précipiter pour ré-endetter des pays déjà lourdement endettés. Pour autant, l'instrument du prêt présente beaucoup d'avantages, comme le montre d'ailleurs l'expérience de la microfinance, fondée sur des prêts aux pauvres dont les taux d'intérêt sont au demeurant souvent très élevés, mais qui leur permettent de démarrer des activités suffisamment profitables. Plus généralement, pourquoi vouloir priver le financement du développement des avancées considérables de ces dernières décennies en matière d'instruments financiers ?

Faut-il réserver les aides aux pays qui font des efforts sur les droits de l'homme ? Il faut continuer à croire à l'aide comme un instrument d'amélioration des politiques, y compris en matière de prise en compte des droits de l'homme ou encore de la protection de l'environnement. C'est une démarche difficile, au cas par cas, et qui ne connaît aucune recette. Ce n'est pas une raison pour baisser les bras. Il faut aussi croire à la progression de la démocratie et des droits de l'homme dès lors que la croissance économique favorise l'expression des revendications individuelles. Il ne s'agit donc pas d'allouer l'aide aux seuls pays qui satisfont des critères démocratiques et font des efforts sur les droits de l'homme.

Que faut-il, vraiment, pour l'Afrique ? Ayons la modestie de reconnaître que nul ne sait vraiment comment mettre en oeuvre un processus vertueux de développement durable, que cela ne saurait d'ailleurs relever de la seule volonté des donateurs ni de leurs prescriptions souvent exagérées et que cela ne justifie pas a contrario d'abandonner la cause.

En fait, il faut éviter à la fois la naïveté qui croirait à l'éradication de la pauvreté par déversement d'argent sur les pays pauvres, et le cynisme désabusé qui transformerait au mieux ces derniers en simples objets de

charité bien pensante. En ce qui concerne l'Afrique, il me semble également souhaitable d'utiliser l'aide publique pour multiplier les incitations à l'intégration économique régionale : trop de barrières freinent les échanges et les investissements.

Propos recueillis par Eric Le Boucher

(4483 caractères) - (681 mots)